

L'économie solidaire en Amérique Latine

Andréia Lemaître,
aspirante FNRS, Cerisis et
Institut d'Etudes du Développement de l'UCL

Les expériences d'économie solidaire en Amérique Latine sont très diverses et marquées par de profondes différences régionales. Cependant, entre autres par comparaison avec nos pays francophones européens, un certain nombre de spécificités peuvent être dégagées, qui peuvent nous interroger sur nos propres modes d'organisation et de régulation. Dans cette note, nous les présentons très brièvement, en nous référant principalement au cas du Brésil.

Pour comprendre l'économie solidaire en Amérique Latine, il nous faut tout d'abord se référer à son contexte d'émergence. Comme dans de nombreux pays du Sud, l'économie solidaire prend ses racines dans l'histoire ancienne des pratiques économiques développées par les *milieux populaires*, composant une large parcelle de la population exclue des systèmes conventionnels d'emploi et de protection sociale.

Dans ce cadre, les initiatives d'économie solidaire sont souvent entreprises par des groupes issus de ces milieux qui tentent, à travers une activité de production de biens et services, de générer des revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. Principalement sous le statut juridique d'association, de coopérative ou en tant que groupe informel, elles sont souvent développées dans une perspective d'auto-insertion. C'est autour d'une quête de démocratie économique, à travers des pratiques d'*autogestion*, que ces initiatives se reconnaissent en tant qu'économie solidaire. Elles tentent de construire des espaces d'émancipation et de citoyenneté, face à l'exclusion économique, sociale et politique de leurs membres. Elles entretiennent souvent des liens étroits avec la communauté dans laquelle elles sont insérées, développant des solidarités avec d'autres membres du territoire d'appartenance. Dans certains cas, elles s'articulent afin de tenter de répondre de manière intégrée aux besoins sociaux de ce territoire, s'inscrivant dans une perspective de *développement local*. Certaines sont actives dans le domaine de l'environnement, telles que les coopératives de « catadores » qui trient et récupèrent les déchets. Il faut mentionner également que les initiatives d'économie solidaire en Amérique Latine se sont fortement diversifiées ces vingt dernières années. Se sont particulièrement développées les expériences de récupération d'entreprises en faillite par les travailleurs s'organisant en autogestion, celles ayant trait aux finances solidaires (microcrédit, fonds rotatifs et banques communautaires) et les systèmes d'échanges locaux avec ou sans adoption d'une monnaie sociale.

Certaines initiatives d'économie solidaire sont fortement structurées et dotées d'un capital important, parvenant à générer des revenus conséquents et à être compétitives sur les marchés. Mais la plupart sont des collectifs de petite taille qui, reflétant les conditions de vie des groupes sociaux à la base de ces initiatives, sont dotées de peu de capital, voire n'ont à disposition que la force de travail de leurs membres. Elles génèrent de faibles niveaux de revenus et rencontrent d'importantes difficultés à assurer leur survie et leur développement. L'un des défis quant à l'économie solidaire en Amérique Latine est le *renforcement de sa dimension économique*, afin qu'elle puisse s'inscrire en tant que véritable sujet économique, tout en préservant ses racines solidaires et les valeurs animant ces projets. Il s'agit de mettre en place les conditions de développement d'organisations stables, sources de travail et de revenus suffisants pour permettre aux membres d'accéder à des conditions de vie dignes.

Pour cela, entre autres, les initiatives comptent sur une articulation avec d'autres organisations du Tiers secteur, sur un soutien important de *structures d'appui au développement de l'économie solidaire*. Ces organisations non gouvernementales, syndicats, églises, universités, etc. prestent des services de formation, d'appui technique et d'accompagnement des expériences d'économie solidaire. Pour renforcer le secteur, il s'agit également de développer des politiques publiques à destination du champ. En effet, les expériences d'économie solidaire en Amérique Latine sont *faiblement institutionnalisées*, comptant peu sur l'appui des politiques publiques.

Mais ce constat est fortement en évolution ces dernières années, suite notamment au développement significatif de la *mise en réseau* des initiatives d'économie solidaire, aux niveaux régionaux, nationaux, Latino-américain et internationaux. Ces espaces d'articulation – entre expériences d'économie solidaire, structures d'appui au développement de l'économie solidaire et parfois membres des pouvoirs publics – tentent notamment de faire reconnaître sur la scène publique l'économie solidaire en tant que véritable acteur socio-économique, porteur de bénéfices pour la société et d'alternatives face aux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par un capitalisme peu régulé. Dans certains cas, cela a mené à la reconnaissance par les pouvoirs publics de l'économie solidaire en tant que champ d'action légitime et digne de l'intérêt de l'action publique étatique et, de la sorte, à l'*émergence de politiques publiques* spécifiques, de différents niveaux de pouvoir.

Les espaces d'articulation se sont développés également dans le giron des successifs Forums Sociaux Mondiaux. Ainsi, au Brésil par exemple, c'est suite aux rencontres de Porto Alegre que les acteurs sociaux liés à l'économie solidaire se sont constitués en tant que *mouvement social*, développant une identité propre, des valeurs communes, défendant l'économie solidaire en tant que projet de société et modèle de développement alternatif au capitalisme. En 2003, fut constitué le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES), aux ramifications à chaque niveau politico-administratif de la Fédération. Composé d'expériences d'économie solidaire, de structures d'appui et de représentants de pouvoirs publics, il vise, entre autres, à structurer le mouvement et porter ses revendications politiques. Proche du Parti des Travailleurs émergeant concomitamment sur la scène gouvernementale nationale, le mouvement obtint par exemple la création en 2003 du Secrétariat National d'Economie Solidaire (SENAES) au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi, en charge de développer des politiques de soutien à l'économie solidaire. Le FBES est l'un des principaux interlocuteurs de la SENAES, menant plusieurs actions de manière concertée. Si la SENAES est appréhendée comme une conquête du mouvement social, respectant de manière générale ses spécificités, le défi pour bien des acteurs du secteur est, d'une part, d'amplifier les politiques publiques à destination de l'économie solidaire et, d'autre part, de garantir que celles-ci perdurent au-delà des mandats électoraux et des différentes configurations politiques au pouvoir. Il s'agit de dépasser le plan des politiques gouvernementales pour inscrire l'économie solidaire de manière structurelle au sein du cadre politico-institutionnel brésilien.